



LE BLOG FRANCAIS DE LA FISCALITE INTERNATIONALE N 1 de JUN 2016

[www.etudes-fiscales-internationales.com/](http://www.etudes-fiscales-internationales.com/)  
pour s'abonner cliquer et inscrivez vous en haut à droite

**Un homme politique considère la prochaine élection !  
Un homme d'état considère la prochaine génération !  
(Winston Churchill)**

[Les lettres fiscales d'EFI](#)  
[Pour lire les tribunes antérieures cliquer](#)

[Lettre EFI du 23 MAI 2016](#)    [Lettre EFI du 30 MAI 2016](#)

**[Lettre EFI du 6 JUIN 2016](#)**

Pour placer dans votre dossier "les lettres d'EFI" sur votre bureau

Lanceur d'alerte le projet de loi en discussion .....	2
Le juge administratif des référés gardien des libertés fondamentales.....	2
le système fiscal suisse (maj. juin 2016) .....	1
OCDE le coup de gueule de la cheffe économiste Mrs Mann .....	2
QPC et question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne.....	4
Le paquet anti-évitement fiscal de la Commission européenne.....	4
OCDE Quel libéralisme ? Débridé ou responsable !!!.....	5
2 nouvelles QPC sur la procédure pour fraude fiscale devant le conseil constitutionnel (cass 24 mai 2016).....	5

**[le système fiscal suisse \(maj. juin 2016\)](#)**

**[Brochure pratique DGFIP Impôt sur le revenu 2015](#)**

**[Précis de fiscalité DGFIP 2015 :](#)  
[2ème édition, à jour au 15 décembre 2015.](#)**

**[Statistiques officielles DGFIP Fiscalité des particuliers :](#)  
[Déclarations nationales 2042 de l'impôt 2014 sur les revenus 2013](#)**

## **Lanceur d'alerte le projet de loi en discussion**

[Lien permanent](#)

## **Les rapports de la commission des lois**

[CHAPITRE II – Mesures relatives aux lanceurs d'alerte page 87](#)

[le rapporteur de la commission des lois Sébastien Denaja](#)

(mis en ligne le 3 juin 2016 à 23 heures 05)

### **'Les aviseurs fiscaux ne sont pas des lanceurs d'alerte'.**

La position contraire de nos ministres actuels

[Or nos ministres ont dit le contraire le 3 mars repris par le conseil des ministres du 1er juin](#)

*"Les lanceurs d'alerte en matière de lutte contre la fraude fiscale seront protégés de toute sanction, licenciement ou discrimination dans leur emploi, avec une inversion de la charge de la preuve en leur faveur"*

La situation actuelle de la JP sur les visites domiciliaire L 16 B

un magistrat peut il être un lanceur d'alerte? et un capitaine de gendarmerie ??

[pour lire la suitet](#)

## **Le juge administratif des référés gardien des libertés fondamentales**

[Conseil d'État, Assemblée, 31/05/2016, 396848, Publié au recueil Lebon](#)

Eu égard à son office, qui consiste à assurer la sauvegarde des libertés fondamentales, il appartient au juge des référés, saisi sur le fondement [de l'article L. 521-2 du code de justice administrative \(CJA\)](#), de prendre, en cas d'urgence, toutes les mesures qui sont de nature à remédier aux effets résultant d'une atteinte grave et manifestement illégale portée, par une autorité administrative, à une liberté fondamentale, y compris lorsque cette atteinte résulte de l'application de dispositions législatives qui sont manifestement incompatibles avec les engagements européens ou internationaux de la France, ou dont la mise en oeuvre entraînerait des conséquences manifestement contraires aux exigences nées de ces engagements.

**Note EFI cet arrêt est DOUBLEMENT important : d'une part il consacre la juridiction administrative comme protectrice de nos droits fondamentaux MAIS d'autre part il consacre le droit de la Femme à la procréation dite artificielle**

## **OCDE la cheffe économiste Mrs Mann se rebiffe**

[Lien permanent](#)

### **Les recettes fiscales de demain se préparent aujourd'hui**

L'économie mondiale est prise au piège d'une croissance molle qui nécessitera de recourir de manière plus large et mieux coordonnée aux politiques budgétaires, monétaires et structurelles pour qu'il soit possible de s'orienter vers une trajectoire de croissance plus vigoureuse et de

veiller à ce que les promesses faites aux générations actuelles et futures puissent être honorées : tel est le constat dressé par l'OCDE dans la dernière édition de ses [Perspectives économiques globales](#).

[les-décideurs-publics-doivent-agir-pour-tenir-leurs-promesse...](#)

[Croissance : l'OCDE somme les politiques d'agir](#) par [RICHARD HIAULT](#)

« Si nous n'agissons pas pour stimuler la productivité et la croissance potentielle, ce sont toutes les générations, jeunes et plus âgées, qui en pâtiront » a déclaré la Chef économiste de l'OCDE Mme Catherine L. Mann.

« Plus longtemps l'économie restera engluée dans ce piège de la croissance molle, plus il sera difficile aux pouvoirs publics d'honorer les promesses les plus fondamentales. Les conséquences de l'inaction se traduiront en termes de médiocrité des perspectives de carrière offertes à la jeunesse, qui n'a déjà que trop souffert de la crise, et de baisse des revenus des futurs retraités.

» ([visionnez la présentation de Mme Catherine L. Mann dans son intégralité](#))

### [Comparaison pays par pays ' à la fin](#)

**Lanceur d'alerte le projet de loi en discussion**

[Lien permanent](#)

**Les rapports de la commission des lois**

[CHAPITRE II – Mesures relatives aux lanceurs d'alerte](#) page 87

[le rapporteur de la commission des lois Sébastien Denaja](#)

(mis en ligne le 3 juin 2016 à 23 heures 05)

**'Les aviseurs fiscaux ne sont pas des lanceurs d'alerte'.**

La position contraire de nos ministres actuels

[Or nos ministres ont dit le contraire le 3 mars repris par le conseil des ministres du 1er juin](#)

"Les lanceurs d'alerte en matière de lutte contre la fraude fiscale seront protégés de toute sanction, licenciement ou discrimination dans leur emploi, avec une inversion de la charge de la preuve en leur faveur"

**La situation actuelle de la JP sur les visites domiciliaire L 16 B**

un magistrat peut il être un lanceur d'alerte? et un capitaine de gendarmerie ??

[pour lire la suite](#)

**Jean-Jacques Urvoas** demande aux parquets de placer la protection quotidienne des citoyens comme priorité de leurs actions.

[La nouvelle Circulaire de politique pénale du 2 juin](#)

[Lire le communiqué de presse](#)

**Le parquet national financier ; l'audition de Mme HOULETTE**

[Lien permanent](#) |

Éliane HOULETTE, avocat général à la Cour de cassation, cheffe du parquet national financier a été reçue le 18 mars par la commission des finances du Sénat La lecture de son intervention nous montre bien –pour le moins -les difficultés de sa tâche Et surtout l'absence –fréquente - d'efficacité préventive et budgétaire de l'action des pouvoirs

publics malgré la bonne volonté des administrations en dépit de la communication gouvernementale

[Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales](#)

[- Audition de Mme Éliane Houlette,](#)

[La vidéo de l'audition](#)

[Les auditions des banques françaises](#)

[Circulaire Taubira du 31 janvier 2014](#)

[Les résultats du contrôle fiscal 2015 : Visite à la DVNI](#)

[Police et sécurité : lutte contre le crime organisé et le terrorisme](#)

Projet de loi en cours de votation

[Lire la suite](#)

**Comment concilier Constitution et Droit Européen**

**QPC et question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne**

**(Ce 31.05.16)**

[Lien permanent](#)

Dans un arrêt du 31 mai 2016, qui fait l'objet d'une communication et d'une diffusion particulières le Conseil d'État articule les procédures de la QPC et de la question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne

[CE, 31 mai 2016, M.B...N°393881](#)

[L'analyse officielle du conseil d'état](#)

Dans le cadre d'un litige relatif à l'imposition de plus-values, un requérant soutenait que la loi fiscale applicable ne respectait pas le droit de l'Union européenne. L'examen de cette contestation pouvait conduire le Conseil d'État, en tant que juge de l'impôt, à plusieurs solutions :

- écarter l'application de la loi pour les plus-values correspondant à des opérations transfrontalières, qui sont dans le champ d'application du droit de l'Union ;
- appliquer la loi fiscale en estimant qu'elle respectait le droit de l'Union ;
- donner de la loi une interprétation qui permette d'assurer sa compatibilité avec le droit de l'Union.

**Quelles sont donc les solutions du conseil d'état ????**

[Lire la suite cliquez](#)

**Le paquet anti-évitement fiscal de la Commission européenne**

[Lien permanent](#)

Rapport d'information de l'assemblée nationale

Sur le paquet anti-évitement fiscal de la Commission européenne

Mis en ligne le 26 mai 2016

[Cliquer](#)

Préoccupation constante des gouvernements nationaux, la lutte contre les pratiques fiscales dommageables fait l'objet, depuis quelques années, d'un renforcement constant de son cadre. Toutefois, en dépit des progrès, réels, réalisés, au cours des dernières années, en Europe comme au sein d'enceintes de coopération économique, il reste encore beaucoup à accomplir. Si l'évaluation des phénomènes d'évasion et d'optimisation fiscales est, par nature, extrêmement difficile à réaliser, il est incontestable qu'ils permettent à des sommes colossales de revenus d'échapper à tout ou partie de la taxation qu'ils devraient générer. Or, dans un contexte économique d'après-crise, les pertes de recettes fiscales et le sentiment d'injustice qui entoure ces pratiques, rappellent la nécessité de renforcer le cadre légal applicable et

semblent re-légitimer, s'il en était besoin, l'intervention de l'Union européenne dans un domaine de souveraineté des États membres.

[Lire la suite](#)

### **OCDE Quel libéralisme ? Débridé ou responsable !!!**

[Lien permanent](#)

L'OCDE inaugure son forum à PARIS et selon notre habitude nous livrons le discours officiel mais aussi la contradiction de plus en plus forte

[La revanche des perdants de la globalisation](#)  
[Par Adrià Budry Carbó \(journaliste au Temps\)](#)

Le pouvoir d'achat recule en Europe ou aux États-Unis, déclassant une partie de la population. Pendant des années, les élites lui ont inlassablement promis que la libéralisation économique augmenterait son niveau de vie. Mais, dans 80% des villes, le revenu médian a diminué de 1999 à 2014. À Denver, par exemple, il a chuté de 83 500 à 76 000 dollars en 15 ans. Les données, ajustées au coût de la vie dans les 229 zones métropolitaines regroupant trois quarts de la population américaine, proviennent d'une [récente étude du Pew Research Institute](#). Elles reflètent une lente érosion de la classe moyenne américaine. Même les instituts les plus libéraux tirent la sonnette d'alarme.

Au cœur du paradoxe: dans l'industrie, les salaires n'ont augmenté que de 10% depuis 1973. La productivité a, en parallèle, explosé de 240% sur la même période, selon l'American Enterprise Institute. Conséquence: les bénéfices générés par les travailleurs n'ont été que très inégalement répartis. Ces promesses non-tenues du libéralisme ont nourri le ressentiment populaire contre les élites et leurs projets économiques.

[LIRE LA SUITE](#)

[Vers un monde plus productif et plus inclusif](#)  
[Angel Gurría Secrétaire général de l'OCDE](#)

La crise qui perdure a révélé deux tendances à long terme qui freinent nos économies et altèrent le tissu social : un recul de la croissance de la productivité, celle de la productivité horaire du travail étant passée de 2 % en 1990-2000 à 0,9 % en 2007-14 ; et un creusement durable des inégalités des chances, de patrimoine, de revenu et de bien-être. Tandis que les riches sont devenus plus riches, les classes moyennes, presque partout en diminution, n'ont enregistré au mieux qu'une faible amélioration de leurs revenus, et de nombreux bas salaires ont sombré dans la pauvreté. Depuis trente ans, jamais la croissance de la productivité n'a été aussi faible et les inégalités salariales aussi importantes.

Les responsables publics doivent prendre des mesures pour établir les bases d'une croissance économique durable et de sociétés plus justes. Une approche audacieuse et de vaste envergure est nécessaire.

[LIRE LA SUITE](#)

**2 nouvelles QPC sur la procédure pour fraude fiscale  
devant le conseil constitutionnel  
(cass 24 mai 2016)**

[Lien permanent](#)

[L'audience publique des QPC Cahuzac et Wildenstein  
le 7 juin](#)

**Suisse: secret bancaire maintenu pour les SUISSES /**

**La réforme pénale abandonnée**

[Lien permanent](#)

**Une société exonérée d'IS n'est pas résidente fiscale au Liban**

**(CE 20/03/16)**

[Lien permanent](#) |

**Dès lors la retenue à la source de 33% de l'article 182B est applicable**

Note EFI l'intérêt pratique de cette JP est considérable /elle oblige en effet le débiteur en France , càd le redevable légal – mais non économique - de la RAS à vérifier si votre créancier non résident de France est résident fiscal conventionné dans l'état du siège.

Par ailleurs cette JP peut s'appliquer pour les autres revenus

**Une participation de 1% est elle une participation fiscale ???**

**(CE 20 MAI 2016)**

[Lien permanent](#)

**Le rapport de la cour des comptes sur**

[Le budget de l'État en 2015 \(résultats et gestion\)](#)

[Lien permanent](#)

**Le rapport EY 2016 sur l'attractivité / La France distancée**

[Lien permanent](#)

Inédit EFI

[FICHE THEMATIQUE SUR LES IMPOTS ET TAXES EN EUROPE \( à jour au 18 mai \).](#)

[Le rapport du FMI sur la France 24 mai 2016:](#)

[Conclusions de la mission de consultation de 2016 au titre de l'article IV](#)